

## Implications de l'Invasion Russe de l'Ukraine

ARTICLE | 29 Juin 2022 |

*Vaira Vike-Freiberga*

*Coprésident du Conseil d'administration international du Centre international Nizami Ganjavi; Membre de l'Académie Mondiale des Arts et des Sciences*

---

### Résumé

---

Nous sommes à un tournant de l'histoire et nous sommes confrontés à un choix : devrions-nous retourner dans le passé ou embrasser et accepter le présent, où réside la réponse à nos problèmes actuels. La Russie a toujours eu une attitude agressive envers les pays situés à sa périphérie géographique. Elle a toujours exigé le respect de ces nations et depuis que l'Ukraine a défendu ses droits et s'est montrée rebelle, la Russie l'a attaquée. Cet article appelle donc fortement à la Bonne Volonté et à la Confiance dans la résolution des conflits auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui, en particulier la guerre russo-ukrainienne.

Depuis le 24 février 2022, le monde assiste à l'agression brutale et non provoquée d'un pays contre son voisin sans raison apparente et logiquement explicable, autre que le fantasme impérialiste de célébrer le 350e anniversaire du tsar Pierre Ier en reproduisant les conquêtes territoriales qui ont conduit Pierre Ier à prendre le titre d'empereur en 1721.

On se souviendra que le tsar Pierre Ier a acquis son titre de « Grand Pierre Ier » en raison des réformes qu'il a introduites et de la modernisation et de l'occidentalisation d'une Russie arriérée et instable qu'il a entreprises, ainsi qu'en créant « une fenêtre sur l'Europe » sur les rives de la mer Baltique. Il l'a fait en conquérant des territoires jusque-là sous la domination des rois de Suède et de Pologne, y compris ce qui est maintenant la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Finlande et l'Ukraine, ainsi que la forteresse d'Azov sur la mer du même nom. Ces événements, déclenchés par un dirigeant né il y a 350 ans, sont maintenant déclarés publiquement par le président Poutine comme un point de référence pour la création d'un nouvel ordre mondial, en violation flagrante de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Pierre Ier ne voulait pas seulement plus de pouvoir et plus de territoire. Il voulait aussi que son pays devienne plus avancé et plus progressiste, même si certains des changements qu'il a introduits, comme couper les longues barbes de ses boyards (nobles), étaient plus superficiels que profondément substantiels. Malheureusement, l'actuel président de la Russie, qui se considère comme un Pierre II sans couronne dans ses propres illusions de grandeur, réalise le contraire même de son idole historique. Il isole la Russie et la réduit à un État paria, boudé par tous ceux qui aspirent à un ordre international fondé sur des règles. Alors que les déprédations barbares de son armée en Ukraine et la politique de la terre brûlée consistant à tout détruire sur leur passage sont un écho direct de ce que Pierre le Grand a fait à ce pays pendant sa guerre contre le roi Charles XII de Suède, la répression de toute liberté de pensée et d'expression dans son propre pays représente une renaissance effrayante de la terreur totalitaire de l'Union soviétique, surtout à l'époque stalinienne.

Les événements qui se produisent actuellement en Ukraine ne dévastent pas seulement ce pays, mais nous assistons à des vagues de conséquences négatives formant un vague qui se propage et ondule dans le monde entier, y compris sur des continents lointains. Mme Rosalia Serrano, ancienne présidente de l'Équateur, a mentionné que les producteurs de bananes de son pays, par exemple, sont également affectés négativement par ce qui se passe actuellement sur le continent européen. Le même effet domino destructeur s'applique à de nombreux autres problèmes auxquels le monde est actuellement confronté. Nous venons d'entendre le président de notre pays hôte nous exposer les grandes lignes des plans pour y faire face, ce qui a donné le ton à une approche axée sur les solutions pour répondre aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés. Nous sommes toujours confrontés à une sorte de crise, mais la crise actuelle concernant l'ordre mondial est au centre du programme de cette année pour le Forum de Bakou. Nous sommes à un tournant de l'histoire et nous sommes confrontés à un choix : accepter le présent et travailler avec les données du présent pour avancer vers un avenir meilleur, ou regarder derrière nous et prendre une direction rétrograde en décidant de désigner une période de l'histoire qui nous semble plus agréable, ou du moins plus agréable pour la vanité et la grandeur imaginée de certains dirigeants.

Un tel révisionnisme, qui refuse d'accepter la situation actuelle et aspire à un retour aux injustices et aux torts d'autrefois plutôt que de les rectifier dans le présent et l'avenir, représente une attitude qui est vraiment de mauvais augure pour toutes les parties concernées, que ce soit directement ou indirectement.

Nous sommes à un point où nous avons besoin de solutions, de voies que nous pourrions suivre dans une situation mondiale où nous régressons plutôt que nous progressons, où nous voyons la règle de l'injustice flagrante, plutôt que celle du droit international et de l'ordre international. Nous voyons la menace d'une pauvreté accrue, voire de la famine, dans de nombreuses régions du monde, simplement à cause de la grandeur et des prétentions à l'exceptionnalisme de la Russie, de son dirigeant et de son peuple. Ce qui équivaut à une paranoïa collective, une manie nationale de grandeur d'un seul pays, produit de réelles menaces pour la stabilité mondiale. Pendant ce temps, en Ukraine même, la mort et la destruction continuent, des soldats et des civils meurent ou sont mutilés, des crimes contre l'humanité sont commis.

Les accusations extravagantes que la Russie a adressées à l'Ukraine comme excuses pour justifier l'invasion du 24 février 2022 ne sont que l'expression la plus récente et la plus extrême de la réticence du président Poutine à accepter le verdict de l'histoire et l'effondrement tant attendu et bien mérité de l'Union soviétique en 1991. Au lieu de saisir l'occasion de convertir la Russie elle-même en un État libre et démocratique, le président Poutine a consacré son énergie à des attaques revanchardees contre toutes les anciennes parties de l'Union soviétique qui ont recouvré leur indépendance et sont devenues des États prospères et modernes.

Nous avons récemment entendu des menaces ouvertes contre les pays voisins exprimées par des députés de la Douma russe. Certes, comme le président Poutine lui-même me l'a dit il y a des années lors d'une conversation directe : « que quiconque écoute ou prête attention à ce que disent les députés de la Douma ! » Néanmoins, tout ce que ces députés peuvent dire doit nécessairement être en phase avec les vues développées au Kremlin. C'est pourquoi il est alarmant d'entendre un député de la Douma proposer de déclarer nul et non avenu, par exemple, l'accord par lequel la Fédération de Russie accepte la déclaration de l'indépendance renouvelée de la Lituanie après l'effondrement de l'Union soviétique. Certains journalistes ont déjà interprété cela comme impliquant que le prochain pays que la Russie envahirait serait la Lituanie, aussi improbable que cela se produise. Néanmoins, je suis sûr que les Lituaniens, tout

comme les Estoniens et les Lettons, sont très réconfortés de savoir qu'ils sont sous la protection de la sécurité collective de l'OTAN, car les menaces graves ne peuvent jamais être prises à la légère.

« Une solution au conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine ne doit pas être trouvée par des dirigeants d'autres parties du monde qui « concluent un accord » avec le président de la Russie sans que le peuple ukrainien ne soit partie prenante aux discussions et sans que la volonté du peuple ukrainien ne soit respectée. »

L'attitude hostile et agressive de la Russie à l'égard de territoires qu'elle a, à un moment ou à un autre, occupé ou annexion constitue une menace réelle pour tous les pays de sa périphérie géographique. Dieu sait que la Russie a un territoire particulièrement étendu, mais de toute évidence, elle n'est toujours pas assez grande pour satisfaire ses ambitions de grandeur.

En cela, il y a eu une continuité ininterrompue entre la Russie tsariste, la Russie soviétique et la Russie contemporaine. En plus de l'annexion pure et simple des terres voisines, elle s'est également constamment préoccupée d'établir des sphères d'influence s'étendant au-delà des frontières de la Russie proprement dite. Comme le président Poutine l'a déclaré à maintes reprises au fil des ans, la Russie se sentirait tellement menacée par une agression potentielle venant d'autres grandes puissances, en particulier occidentales, qu'elle doit absolument être entourée d'un cercle de colonies dociles et serviles, de pays qui n'oseraient prendre aucune mesure importante sans direction ou approbation du Kremlin.

L'Ukraine est maintenant attaquée parce qu'elle est sortie de cette matrice, sans avoir la couverture protectrice de l'adhésion à l'OTAN ou à l'Union Européenne sur laquelle s'appuyer. La Lettonie, la Lituanie et l'Estonie sont sorties du moule et ont réussi à devenir membres de l'OTAN et de l'UE. Tous les pays qui font partie de ce que la Russie considère comme l'anneau de sa bouée de sauvetage d'États vassaux, cependant, ont ce que j'appelle des œufs de coucou pondus par la Russie bien avant leur éclosion en agents de friction interne ou mieux encore – des zones de conflit gelé destinées à ne jamais être résolues pacifiquement.

Lorsque Staline est arrivé au pouvoir en Union soviétique, le slogan dominant de l'époque était « socialiste dans le contenu mais national dans la forme ». Le Grand Dictateur s'est vite rendu compte à quel point c'était dangereux, avec les écrivains ukrainiens qui ont commencé à publier en langue ukrainienne et ceux d'autres républiques qui ont fait de même dans leurs cultures nationales. La verticale totalitaire du pouvoir qu'était le communisme en URSS avait besoin d'un solide cadre de partisans pour renforcer le pouvoir direct de la direction communiste et de ses organes de répression.

Staline a vite compris que « toutes les nations étant égales sous le socialisme » pouvait sembler bon, mais qu'une nation – le peuple russe – déclarée supérieure à toutes les autres sonnait encore mieux. En outre, de vastes plans ont été élaborés et réalisés pour maintenir toutes les parties de l'URSS interdépendantes économiquement à un point tel que toute idée de démantèlement semblerait sans espoir. Le nettoyage ethnique a été réalisé par des déportations massives brutales vers la Sibérie et au-delà du cercle polaire arctique, la russification a été réalisée par l'immigration massive de Russes ethniques eux-mêmes ou simplement de toute autre forme de nationalité proche ou lointaine qui affaiblirait le rôle de toute langue « maternelle » dans la sphère publique. La stratégie à long terme de l'Union soviétique était d'occuper autant de territoires que possible autour du noyau central, qui était la Russie elle-même, et de s'assurer d'implanter dans chaque région périphérique une bombe à retardement ou un piège qui

exploserait au moment opportun dans le futur, ou qui pourrait être encouragé à exploser en créant de l'animosité ou des conflits à la fois au sein et entre les États voisins.

La mise en œuvre et la poursuite de cette stratégie par la Fédération de Russie sont en grande partie responsables de l'anneau de zones de conflits gelés entourant la Russie qui demeure en place à ce jour. Un exemple en est la République de Moldavie, anciennement agricole, qui a théoriquement hérité de la région fortement industrialisée et russifiée de Transnistrie après la dissolution de l'Union soviétique. À toutes fins pratiques, cette région a rapidement été transformée en une enclave gouvernée par la Russie. Depuis 2008, l'invasion de la Géorgie par les troupes russes a laissé ce pays dépouillé de près d'un cinquième de son territoire, les régions sécessionnistes passant à nouveau sous le contrôle de la Russie. La Crimée a été envahie et annexée en 2014, Donetsk et Lougansk ont été prises en charge par des troupes russes camouflées et reconnues comme des républiques indépendantes qui demanderont bientôt l'annexion en février 2022.

Et ce n'est que depuis le conflit ouvert entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2020 que notre pays hôte a pu récupérer la majeure partie de son territoire légitime, occupé par l'Arménie soutenue par la Russie au cours des décennies précédentes.

Il convient de souligner que les conflits gelés ne doivent pas rester figés indéfiniment et doivent être réglés à un moment donné d'une manière ou d'une autre. Dans le cas des relations entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, la communauté internationale a regardé avec un espoir renouvelé les récentes négociations sous l'égide de M. Charles Michel en tant que médiateur représentant l'Union européenne. Un abaissement des tensions entre pays voisins est toujours souhaitable et on ne peut qu'espérer la poursuite des mesures très positives récemment franchies vers une normalisation de la situation territoriale et politique.

La médiation en tant que moyen de résoudre les conflits, cependant, ne peut se faire par-dessus la tête de ceux qui sont les plus directement concernés. Une solution au conflit militaire entre la Russie et l'Ukraine ne doit pas être obtenue par des dirigeants d'autres parties du monde qui « concluent un accord » avec le président de la Russie sans que le peuple ukrainien ne soit partie prenante aux discussions et sans que la volonté du peuple ukrainien ne soit respectée. Seul le peuple ukrainien a le droit de décider quel genre d'avenir il veut pour lui-même, qui il élit comme dirigeant politique et quel type de partenariats il souhaite former ou d'alliances dans lesquelles il souhaite s'engager. En outre, la médiation ne peut jamais réussir sans la bonne volonté des deux côtés d'un conflit et la bonne volonté reste la condition sine qua non de toute résolution réussie des conflits.

La bonne volonté est la base de la cohabitation civile entre les régions, entre les pays, ainsi qu'entre les individus. Je me souviens de deux lettres que j'ai reçues peu après avoir été élu président de la Lettonie d'une sœur et d'un frère qui avaient hérité d'une maison de leurs parents après la restitution des biens privés dans notre pays. Ils ne pouvaient tout simplement pas s'entendre sur la façon de partager leur héritage. Chacun a dit qu'ils ne pouvaient pas vivre ensemble sous le même toit. Exaspéré, le frère a menacé découper la maison en bois en deux et la sœur a pleuré sur la maison qui allait être détruite ! Lorsque vous avez, au sein d'une même famille, l'incapacité de vivre ensemble et de parvenir à un accord, vous pouvez imaginer à quel point il est inévitable que le monde continue d'avoir des conflits. Il continuera d'avoir des crises et il continuera d'avoir des défis.

Les questions concernant la sécurité de chaque nation, les questions relatives à un nouvel ordre mondial post-pandémique, à la capacité de l'humanité à arrêter l'accélération dangereuse du changement climatique et à contrer les menaces de la faim généralisée, les questions de bonne gouvernance et de justice sociale pour tous, sont autant de sujets qui sont à l'ordre du jour du neuvième Forum de Bakou, comme ils ont également été à l'ordre du jour de l'humanité.

Je vous remercie donc tous d'être ici avec nous. Je tiens tout particulièrement à remercier Son Excellence le Président de l'Azerbaïdjan pour son soutien au Centre international Nizami Ganjavi, sans jamais influencer ou guider son contenu, nous laissant une totale liberté de choix en ce qui concerne les sujets abordés ou les personnes invitées. Nous sommes vraiment reconnaissants pour cette liberté d'expression et cette liberté de pensée qui ont toujours fait la réputation du Forum de Bakou. Et je vous engage, en tant que participants, à sentir que vous faites partie de cette famille de personnes de bonne volonté qui sont prêtes à résoudre les problèmes qui doivent être résolus avec tous les outils et ressources dont vous disposez.

---

\* Cet article est une reproduction de la conférence de l'auteur prononcée lors de la séance d'ouverture du IXe Forum de Bakou le 16 juin 2022